

Cote du document: EB 2022/135/INF.3  
Point de l'ordre du jour: 14 a)  
Date: 15 mars 2022  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2021

### Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Alvaro Lario**  
Vice-Président adjoint  
Responsable des finances en chef et Contrôleur principal  
Département des opérations financières  
téléphone: +39 06 5459 2403  
courriel: a.lario@ifad.org

**Advit Nath**  
Directeur et Contrôleur  
Division du Contrôleur financier  
téléphone: +39 06 5459 2829  
courriel: a.nath@ifad.org

**Allegra Saitto**  
Cheffe  
Information financière et finances  
téléphone: +39 06 5459 2405  
courriel: a.saitto@ifad.org

**Teresa Tirabassi**  
Spécialiste principale des finances  
téléphone: +39 06 5459 2148  
courriel: t.tirabassi@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session  
Rome, 25-27 avril 2022

---

Pour: **Information**

# Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2021

## I. Introduction

1. On trouvera dans le présent document un complément d'information relatif aux états financiers consolidés du FIDA. L'analyse qui y est formulée porte sur les activités principales du FIDA telles qu'elles ressortent des états financiers le concernant uniquement; y figurent des détails et des commentaires de la direction concernant les principaux chiffres et tendances.

## II. Enseignements majeurs

2. La situation financière du FIDA est solide. En février 2021, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 219/XLIV relative à la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Les annonces de contribution faites pour ce cycle ont atteint un montant record de 1 199 millions d'USD au 31 décembre 2021.
3. Le FIDA est prêt à franchir une étape en ce qui concerne le renforcement de sa contribution à la réalisation des objectifs du Programme 2030 et, à cet égard, par l'entremise du Cadre d'emprunt intégré, entend élargir ses sources de financement afin de réaliser les ambitions du cycle de FIDA12 et des cycles ultérieurs, l'objectif étant en fin de compte d'augmenter son impact sur le terrain.
4. Le FIDA a reçu des instruments de contribution tout au long de l'année et le montant cumulé des contributions aux ressources ordinaires (fonds propres), déduction faite des provisions pour dépréciation, a augmenté pour atteindre 10,1 milliards d'USD (contre 9,2 milliards d'USD en 2020)<sup>1</sup>.
5. Le total des actifs du FIDA (en valeur nominale) s'élevait à 10,6 milliards d'USD à la fin de l'année 2021 (contre 9,9 milliards d'USD en 2020).
6. Le total de l'encours net des prêts (en valeur nominale) a augmenté pour passer de 8,0 milliards d'USD en 2020 à 8,1 milliards d'USD à la fin de 2021<sup>2</sup>. Cette hausse résulte de l'effet net des décaissements supplémentaires et des remboursements de prêts, de l'évolution des taux de change et de la modification du montant de la provision pour dépréciation des prêts.
7. L'évolution favorable de la pandémie de COVID-19 et les perspectives économiques qui en découlent ont eu un léger effet positif sur la provision pour pertes sur prêts attendues du FIDA. Au 31 décembre 2021, aucun nouveau prêt improductif n'a été enregistré.
8. Au cours de l'exercice 2021, plusieurs nouveaux projets (prêts et dons) d'un montant total de 891,9 millions d'USD ont été approuvés et les décaissements au titre de projets et d'autres initiatives ont atteint 906,0 millions d'USD. Les dépenses de fonctionnement sont restées en dessous du seuil de 2% du montant total des actifs.

## III. Chiffres clés et ratios

9. Au cours de l'exercice 2021, les agences Fitch Ratings et Standard & Poor's ont confirmé la note AA+ assortie de perspectives stables du FIDA en raison de sa solide capitalisation, de la situation de ses liquidités, de son cadre de gestion des risques et de l'appui de ses États membres.
10. Le tableau 1 présente un récapitulatif des principaux résultats financiers.

<sup>1</sup> Le total des actifs du FIDA (sur la base de la juste valeur) s'élevait à 9,4 milliards d'USD à la fin de l'exercice 2021 (contre 8,6 milliards d'USD en 2020).

<sup>2</sup> L'encours net des prêts (sur la base de la juste valeur) s'élevait à 6,9 milliards d'USD à la fin de 2021 (contre 6,8 milliards d'USD en 2020).

Tableau 1  
**Principaux résultats financiers**  
(En millions d'USD)

	2021	2020	2019	2018	2017	2016
Total des actifs	10 596	9 883	9 399	9 286	8 940	8 384
Contributions au titre de la reconstitution des ressources (fonds propres)	10 104	9 170	9 073	8 938	8 217	8 063
Encours des prêts	8 111	8 050	7 501	7 182	7 501	8 050
Montant net des fonds propres/encours des prêts	105,8%	102,0%	107,0%	114,0%	107,0%	102,0%
Financements approuvés au titre de projets	891,9	824,2	1 671,2	1 177,5	1 318,7	822,0
Décaissements*	906,0	778,1	854,8	825,6	804,6	702,6
Dépenses de fonctionnement/total des actifs (sur une base annuelle)	1,8%	1,7%	1,8%	1,9%	1,8%	1,7%

\* Pour l'exercice 2021, le solde des décaissements se compose des décaissements effectués au titre de prêts, de dons et du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) (871,1 millions d'USD), ainsi que de contributions à d'autres initiatives, principalement au Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (30,0 millions d'USD) et au Fonds fiduciaire pour le secteur privé (3,0 millions d'USD).

11. Au 31 décembre 2021, tous les paramètres de risque financier se situaient à l'intérieur des limites établies par le Cadre d'emprunt intégré adopté en 2020. Les ratios financiers sont présentés dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2  
**Ratios financiers aux 31 décembre 2021, 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016**  
(En pourcentage)

	Déc. 2021	Déc. 2020	Déc. 2019	Déc. 2018	Déc. 2017	Déc. 2016	Seuil*
Fonds propres/total des actifs	96,2	93,7	97,5	97,3	93	97,3	> 60
Dette/fonds propres disponibles	19,5	14,6	9,8	7,5	s.o.	s.o.	< 35
Liquidités/actifs	13,3	11,8	10,7	11,2	15,1	15,9	> 5
Couverture du service de la dette	7	4,1	1,2	0,2	0,2	0,1	< 50

\* Les seuils sont définis dans le Cadre d'emprunt intégré approuvé en 2020.

12. Malgré la valeur négative des bénéfices non répartis, le montant global net des fonds propres du FIDA est positif et, à la fin de 2021, représentait 81,0% du montant total des actifs en valeur nominale. Il convient de noter que, à la fin de 2021, le total des actifs du FIDA (10,6 milliards d'USD en valeur nominale) était suffisant pour couvrir le total de ses engagements (2,0 milliards d'USD), les engagements relatifs aux prêts non décaissés (4,5 milliards d'USD) et les engagements non décaissés au titre du CSD (1,0 milliard d'USD).

### Gestion des risques

13. **Le risque d'échéance** est le risque financier qui apparaît lorsque le calendrier et l'échéance financière des flux de trésorerie (à savoir le principal et les intérêts) produits par les actifs ne coïncident pas avec ceux des passifs ayant servi à les financer. Le risque de financement, le risque de refinancement et le risque de réinvestissement sont les trois types de risque d'échéance les plus courants. Le FIDA n'est guère exposé au risque d'échéance puisqu'il est essentiellement financé par ses fonds propres (c'est-à-dire par les contributions et les réserves). Les conditions des emprunts et les conditions de rétrocession des fonds sont, de surcroît, étroitement alignées, ce qui limite le risque de refinancement.

14. **Adéquation des fonds propres.** Le principal indicateur de l'adéquation des fonds propres utilisé en interne est le ratio de fonds propres utilisables. Ce ratio permet de déterminer le degré d'utilisation des fonds propres du FIDA et le volume de ressources disponibles pour les engagements futurs. Dans le but de garantir une solide capitalisation du Fonds et le maintien permanent d'une bonne note de crédit, la trajectoire d'utilisation des fonds propres est gérée dans les limites imposées par des seuils de tolérance appropriés, qui assurent que le FIDA dispose de suffisamment de fonds propres pour couvrir les pertes prévues et imprévues liées aux risques fondamentaux et autres risques inhérents à ses opérations. Au 31 décembre 2021, le ratio de fonds propres utilisables du FIDA se trouvait dans les limites établies dans sa Politique d'adéquation des fonds propres.
15. **Risque de liquidité.** La situation de trésorerie du Fonds respectait les seuils définis en la matière. À la fin de l'année 2021, les liquidités représentaient 13,3% du total des actifs (en valeur nominale).
16. Les risques et la performance associés au portefeuille de placements du FIDA sont détaillés dans les notes annexes aux états financiers (voir appendice D) et dans le Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2021, soumis au Comité d'audit et au Conseil d'administration.
17. **Risque de taux d'intérêt.** Le lancement d'activités d'emprunt est aussi à l'origine d'un risque de taux d'intérêt<sup>3</sup>. Le Fonds atténue actuellement ce risque en veillant à ce que les conditions applicables à ses emprunts correspondent à celles des fonds rétrocedés, tout en assurant la continuité de la répartition des ressources dans le cadre du Système d'allocation fondé sur la performance<sup>4</sup>.
18. **Risque de change.** Le FIDA conduit ses opérations dans diverses monnaies. La majeure partie de ses actifs est libellée en droit de tirage spécial (DTS)<sup>5</sup>, mais, aux fins de l'information financière, ses livres comptables sont tenus en dollar des États-Unis. Les fluctuations du taux de change USD/DTS sont source de volatilité pour les comptes du FIDA.
19. Pour atténuer le risque de change, le FIDA veille à ce que les engagements contractés au titre des prêts et dons non décaissés (principalement libellés en DTS) aient pour contrepartie des actifs libellés en devises du panier du DTS. Les institutions comme le FIDA, qui évoluent dans un environnement multidevise, prévoient toujours des mouvements de change.
20. La conversion de la valeur des actifs en dollar des États-Unis à des fins d'information a invariablement généré des mouvements de change qui apparaissent comme des pertes ou des gains latents dans l'état du résultat global du FIDA. Ces mouvements n'ont aucun effet sur la viabilité financière du Fonds.
21. Le taux de change DTS/USD est passé de 1,444 à la fin de 2020 à 1,402 à la fin de 2021. Le taux de change USD/EUR a, quant à lui, augmenté durant cette même période, passant de 1,123 à 1,137. En 2021, une perte latente de change de 178,2 millions d'USD a été enregistrée. Elle s'explique principalement par la dépréciation du DTS par rapport au dollar des États-Unis. Les fluctuations de change se sont jusqu'à présent compensées, comme le montre le graphique 1 ci-après.

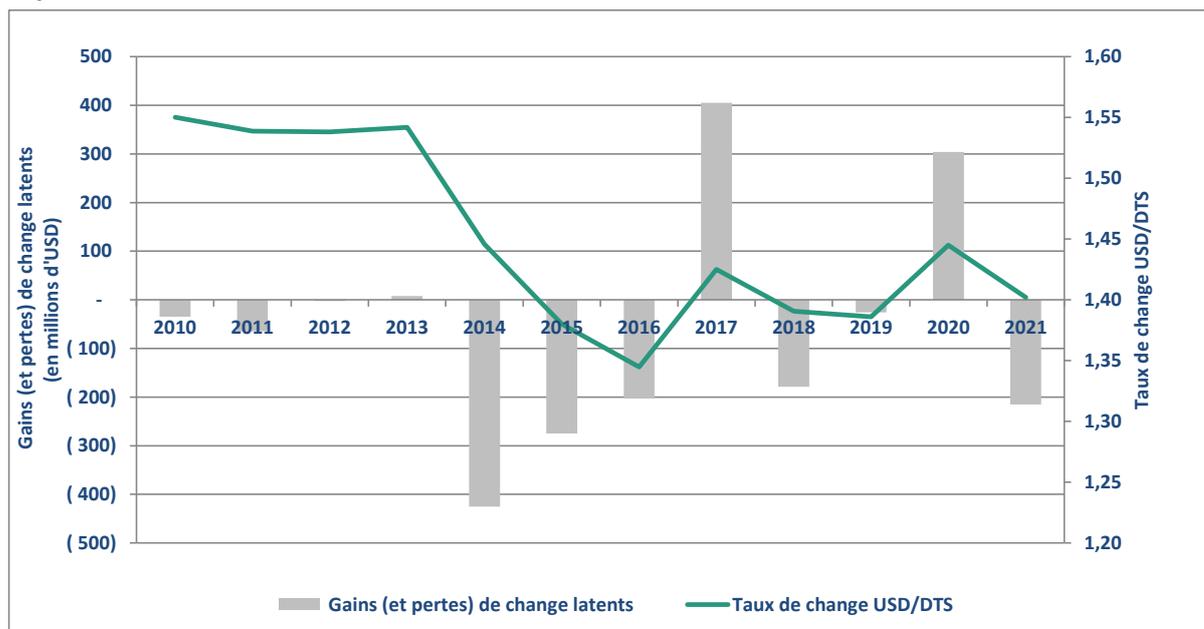
---

<sup>3</sup> Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que le FIDA ne soit pas en mesure de régler les intérêts échus parce que le taux d'intérêt applicable aux fonds empruntés est supérieur au taux d'intérêt applicable à l'ensemble de son portefeuille de prêts.

<sup>4</sup> Par exemple, les taux d'intérêt appliqués à l'encours des prêts devraient être, dans l'ensemble, supérieurs aux taux d'intérêt applicables aux engagements financiers.

<sup>5</sup> Le DTS est un panier de devises (source: Fonds monétaire international). Sa valeur est fondée sur un panier de cinq devises: le dollar des États-Unis, l'euro, le renminbi chinois, le yen japonais et la livre sterling britannique.

Graphique 1  
**Evolution des gains (et pertes) de change latents dus aux fluctuations du taux de change USD/DTS depuis 2010**



22. **Risque de crédit.** Le Fonds jouit du statut de créancier privilégié et applique plusieurs mesures pour réduire le risque de défaut de paiement dans le cadre de ses opérations. Il peut notamment suspendre les décaissements des prêts dont les remboursements accusent un retard de plus de 75 jours (après le différé d'amortissement) ou interrompre les décaissements relatifs à l'ensemble du portefeuille du pays concerné. À la fin de décembre 2021, le pourcentage des montants totaux facturés constitués par des arriérés dont le paiement est en retard de plus de 75 jours (après le différé d'amortissement) était 1,2 en deçà de la moyenne historique (à savoir 2%). Au-delà de 180 jours de retard de paiement, les prêts sont qualifiés en prêts improductifs. À la fin de décembre 2021, le ratio de prêts improductifs (calculé à partir de l'encours total des prêts improductifs par rapport à l'encours total du portefeuille de prêts) était de 2,5%.

Graphique 2  
**Ratio de prêts improductifs (2010-2021)**



23. Le calcul des pertes de crédit attendues est fondé sur des pondérations probabilistes, la valeur temps de l'argent et les meilleures informations prospectives disponibles incluant les tout derniers indicateurs macroéconomiques disponibles. La notion de pertes de crédit attendues repose sur un modèle comportant trois catégories tenant compte de l'évolution de la qualité de crédit depuis l'émission ou la comptabilisation initiale de l'instrument financier, c'est-à-dire depuis la date à laquelle les conditions de décaissement ont été satisfaites (pour les prêts).

24. À la fin de décembre 2021, la provision pour pertes de crédit avait diminué, s'établissant à 103,5 millions d'USD, contre 104,8 millions d'USD en 2020 (en valeur nominale). Cette tendance est attribuable à l'amélioration des scénarios macroéconomiques et à la baisse de la probabilité de défaut de remboursement. Cette évolution positive a été en partie contrebalancée par des effets négatifs liés à plusieurs recatégorisations expliquées ci-dessous.
25. En décembre 2021, les instruments financiers du FIDA se répartissaient de la manière indiquée ci-après et récapitulée dans le tableau 3.

Tableau 3

**Exposition et provision pour pertes de crédit, par catégorie**  
(En millions d'USD)

Catégorie	Décembre 2021		Décembre 2020		Écart	
	Exposition	Provision	Exposition	Provision	Exposition	Provision
Catégorie 1	9 049,5	5,0	9 872,3	12,9	(822,8)	(7,9)
Catégorie 2	2 208,4	36,9	1 309,2	27,6	899,2	9,3
Catégorie 3	205,4	61,6	214,3	64,3	(8,9)	(2,7)
	<b>11 463,3</b>	<b>103,5</b>	<b>11 395,8</b>	<b>104,8</b>	<b>67,45</b>	<b>(1,30)</b>

- **Catégorie 1 – prêts productifs:** 78,9% du portefeuille du FIDA (contre 86,1% en 2020). La provision pour pertes de crédit a été calculée à l'horizon requis d'un an et s'élève à 5,0 millions d'USD pour l'année 2021 (contre 12,9 millions d'USD en 2020).
  - **Catégorie 2 – prêts sous-productifs:** 19,3% du portefeuille du FIDA (contre 11,4% en 2020). Ces prêts montrent des signes de détérioration de la capacité de remboursement des débiteurs. La provision pour pertes de crédit a été calculée pour l'ensemble du cycle de vie des prêts et s'élève à 36,9 millions d'USD pour 2021 (contre 27,6 millions d'USD en 2020). La hausse du solde des prêts sous-productifs s'explique par le fait que certains pays ayant une forte exposition sont passés de la catégorie 1 à la catégorie 2 en raison de certains signes de détérioration de leur capacité de remboursement, ainsi que d'un abaissement de leur note. Il est important de noter que ces pays honorent le paiement de leurs remboursements à l'égard du FIDA aux échéances fixées.
  - **Catégorie 3 – Prêts improductifs:** 1,8% du portefeuille du FIDA (contre 1,9% en 2020). En 2021, l'exposition à la catégorie 3 a diminué en raison d'une baisse du solde des prêts improductifs associés à la Somalie, qui a bénéficié d'un apurement de ses arriérés à hauteur de 2,5 millions d'EUR de la part des autorités belges visant à aider le pays à atteindre des étapes prévues par l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Les emprunteurs de la catégorie 3 (République bolivarienne du Venezuela, République populaire démocratique de Corée, Somalie et Yémen) ont déjà eu des arriérés. La provision, qui a donc été calculée pour toute la durée de vie du prêt sur la base d'une probabilité de défaut de 100%, s'élève à 61,6 millions d'USD (contre 64,3 millions d'USD en 2020). Cette catégorie est un critère de l'évaluation de crédit du portefeuille de prêts du FIDA réalisée par les agences de notation.
26. Le passage d'une catégorie à une autre dépend de l'évolution du risque de crédit de l'instrument financier entre la date de sa comptabilisation initiale et la date de clôture de l'exercice. Les améliorations, de même que les dégradations, peuvent ainsi faire varier les soldes des provisions pour dépréciation.

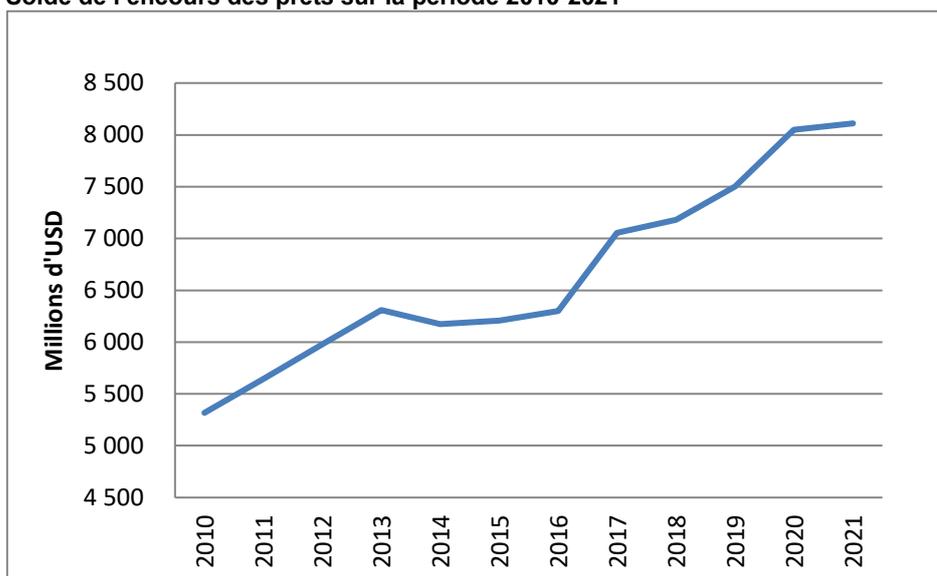
#### IV. Activités opérationnelles du FIDA

27. En 2021, le FIDA a terminé de mettre en correspondance l'ensemble de ses indicateurs de base avec un ou plusieurs objectifs de développement durable et les cibles pertinentes qui les composent. Cette démarche montre une nouvelle fois que

le FIDA contribue à la réalisation de 16 des 17 objectifs de développement durable, ce qui en fait un acteur profondément engagé du secteur du financement du développement, l'accent restant mis sur les objectifs 1 et 2.

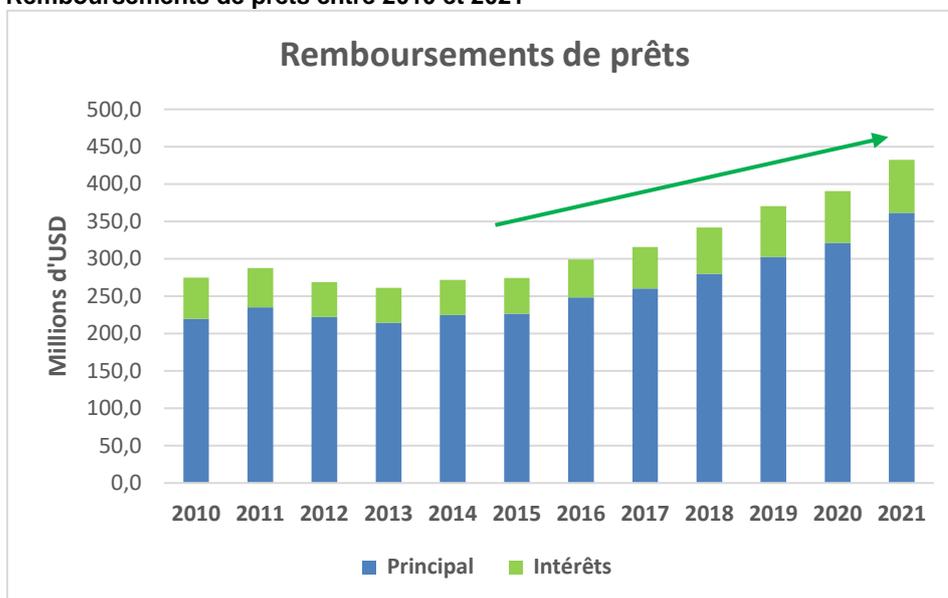
28. En 2021, le Fonds a approuvé des prêts et des dons d'un montant total de 891,9 millions d'USD (contre 824,2 millions d'USD en 2020). Il convient de noter que le volume de projets approuvés a été particulièrement élevé en 2019, étant donné que les activités de conception de projets ont été concentrées sur la première année du cycle de FIDA11 (voir le tableau 4 pour plus de précisions).
29. Le solde de l'encours des prêts augmente au fil des ans (comme le montre le graphique 3 ci-après). Le FIDA accorde la majorité de ses prêts à des conditions particulièrement concessionnelles, avec une période de remboursement pouvant aller jusqu'à 40 ans. Les prêts sont généralement décaissés sur une période moyenne de sept ans.

Graphique 3  
**Solde de l'encours des prêts sur la période 2010-2021**



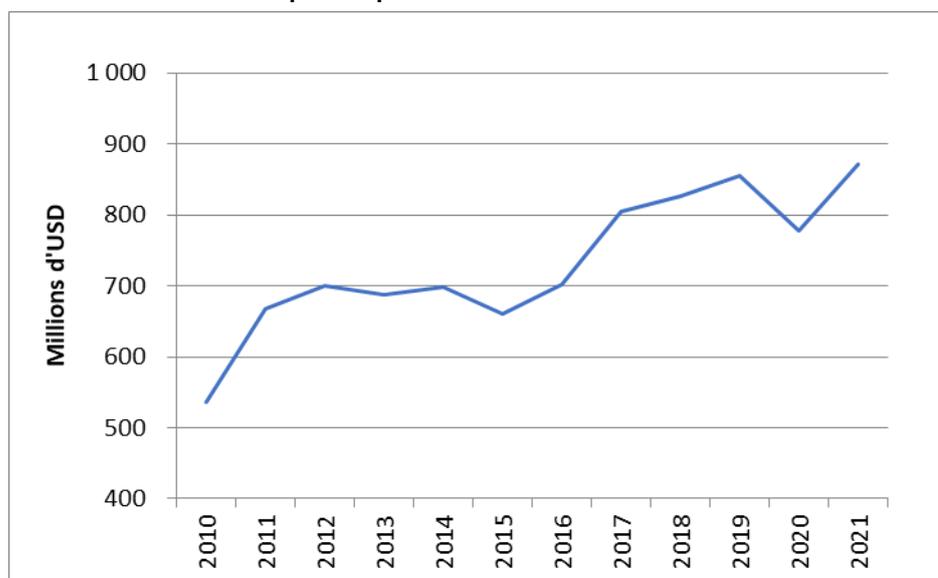
30. En 2021, les remboursements de prêts ont maintenu leur tendance à la hausse.

Graphique 4  
**Remboursements de prêts entre 2010 et 2021**



31. Les activités annuelles relatives aux projets augmentent de manière générale. Le graphique 5 illustre les tendances des décaissements annuels au titre des projets financés par le FIDA (au moyen de prêts et de dons, y compris au titre du CSD).

Graphique 5  
Décaissements annuels pour la période 2010-2021

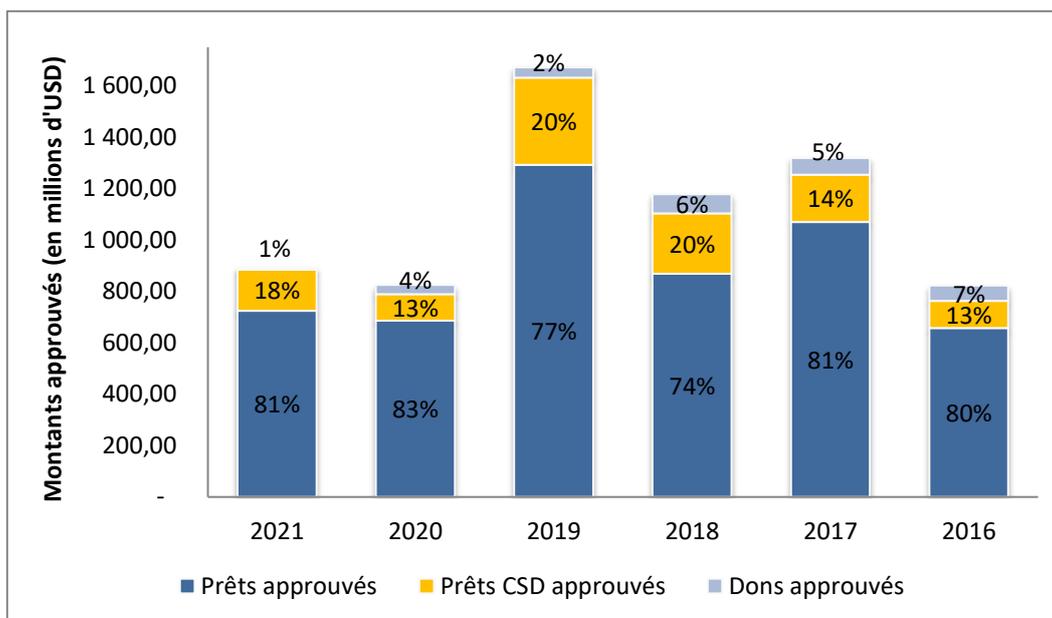


32. Le tableau 4 et le graphique 6 résument les informations relatives au volume des activités opérationnelles et aux prêts approuvés par type de produit.

Tableau 4  
Flux et soldes des prêts et dons  
(En millions d'USD – valeur nominale)

	2021	2020	2019	2018	2017	2016
<b>Prêts et dons approuvés</b>						
Prêts approuvés	724,6	685,5	1 292,2	868,9	1 069,8	657,6
Prêts approuvés au titre du CSD	159,7	103,4	339,6	234,9	183,3	105,5
Dons approuvés	7,6	35,2	39,4	73,7	65,6	58,9
<b>Total des prêts et dons approuvés</b>	<b>891,9</b>	<b>824,2</b>	<b>1 671,2</b>	<b>1 177,5</b>	<b>1 318,7</b>	<b>822,0</b>
<b>Encours/non décaissé</b>						
Encours net des prêts	8 111,6	8 049,9	7 501,4	7 312,9	7 140,3	6 377,2
Prêts non décaissés	4 476,3	4 747,3	4 527,5	3 919,7	3 878,9	3 323,1
Prêts CSD non décaissés	965,3	1 005,1	1 061,5	901,7	828,5	740,0
Dons non décaissés	116,5	158,0	123,6	101,3	98,0	80,5
<b>Décaissements</b>						
Décaissements de prêts	662,8	558,4	626,0	627,1	631,4	539,4
Décaissements au titre du CSD	163,9	172,4	174,7	138,6	127,8	123,9
Décaissements de dons	44,4	47,3	54,1	59,8	45,4	39,3
<b>Total des décaissements</b>	<b>871,1</b>	<b>778,1</b>	<b>854,8</b>	<b>825,6</b>	<b>804,6</b>	<b>702,6</b>
<b>Remboursements de prêts</b>	<b>432,6</b>	<b>390,5</b>	<b>370,5</b>	<b>341,9</b>	<b>315,9</b>	<b>299,2</b>
<b>Annulations et réductions</b>	<b>216,7</b>	<b>91,8</b>	<b>44,1</b>	<b>127,9</b>	<b>102,7</b>	<b>42,4</b>

Graphique 6  
**Prêts, prêts au titre du CSD et dons approuvés, par année**  
(montants approuvés et pourcentages correspondants)



## V. Activités de financement du FIDA

33. Conformément aux cycles de reconstitution des ressources du FIDA, des instruments de contribution supplémentaires ont été reçus en 2021, principalement au titre de FIDA12, comme en témoigne le niveau des fonds propres (contributions), qui a augmenté de 934,1 millions d'USD par rapport à 2020. Ainsi, le montant total des fonds propres (capital) était de 10,1 milliards d'USD à la fin de 2021.
34. Le montant total dû sous forme de contributions compensatoires supplémentaires au titre du CSD à verser au cours de FIDA11 en sus des contributions ordinaires s'est chiffré à 39,5 millions d'USD<sup>6</sup>. Dans le cadre de la réforme du CSD approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2019<sup>7</sup>, ces montants font partie du niveau minimum soutenable de reconstitution des ressources et sont par conséquent prélevés sur les ressources de base issues des reconstitutions afin de compenser les remboursements non perçus. Pour FIDA12, le montant total dû sous forme de contributions compensatoires supplémentaires au titre du CSD en sus des contributions ordinaires (déjà prélevées) s'est chiffré à 88,0 millions d'USD.
35. En 2021, le FIDA a encaissé 477,7 millions d'USD supplémentaires provenant d'emprunts souverains ainsi que de prêts concessionnels de partenaires. Au cours de l'exercice, les remboursements du principal des emprunts se sont chiffrés à 26,5 millions d'USD. À la fin de 2021, le montant total des emprunts atteignait 1 527,4 millions d'USD (contre 1 154,5 millions d'USD en 2020).
36. En 2021, le FIDA a poursuivi la transformation de son architecture financière en mettant l'accent sur la gestion des fonds propres et des liquidités. Après l'adoption du Cadre d'emprunt intégré en 2020, destiné à élargir les sources de financement, en 2021, le FIDA a lancé le programme d'eurobons à moyen terme, celui-ci devant constituer la plateforme d'émission de ses placements privés.

<sup>6</sup> Certains États membres ont inclus des sommes supplémentaires distinctes au titre du CSD dans leur instrument de contribution. En ce qui concerne les États membres qui avaient annoncé des contributions, mais n'avaient pas inclus de contribution supplémentaire distincte au titre du CSD dans leur instrument de contribution, les montants dus ont été prélevés sur leurs contributions de base.

<sup>7</sup> Voir le document EB/2019/128/R.44.

37. Conformément au Cadre d'emprunt intégré, le FIDA collaborera avec un choix d'investisseurs institutionnels à impact fortement engagés dans la finance durable et souhaitant contribuer à la mission du FIDA, à savoir l'élimination de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales.
38. Le Cadre de financement du développement durable, créé en juin 2021, est le point d'entrée de ces investisseurs. Les fonds levés par ce moyen seront entièrement affectés à des projets de développement du FIDA admissibles dans tous les secteurs de l'agriculture rurale, au service des populations cibles: les populations rurales les plus pauvres, les plus vulnérables et marginalisées.

## VI. États financiers concernant uniquement le FIDA

39. L'analyse ci-après concerne les appendices et notes associées pertinents (appendice D) des états financiers consolidés.

### A. Bilan (appendice A)

#### Actif

40. **Liquidités et placements.** La valeur des liquidités et du portefeuille de placements, y compris les sommes à recevoir et à payer, a augmenté, passant de 1,2 milliard d'USD en 2020 à 1,4 milliard d'USD en 2021. Cette évolution cadre avec les scénarios de reconstitution des ressources et la Politique de liquidité. Des informations détaillées figurent dans le Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2021.
41. **Instruments de contribution à recevoir et billets à ordre à encaisser.** Le montant net des sommes à recevoir a augmenté pour s'établir à 829,2 millions d'USD à la fin de 2021 (contre 382,7 millions d'USD à la fin de 2020). Ce chiffre se situe dans l'ordre de grandeur escompté pour FIDA12, comme indiqué dans d'autres paragraphes du présent document.
42. **Encours des prêts.** L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTe, a atteint un total de 6,88 milliards d'USD en 2021, sur la base de la juste valeur (contre 6,77 milliards d'USD en 2020). Cette hausse s'explique par l'effet net des décaissements supplémentaires, des remboursements de prêts, des variations de change favorables et de l'évolution de la provision pour dépréciation des prêts (voir tableau 5).
43. Le montant de l'ajustement sur la base de la juste valeur en dollar des États-Unis a diminué en raison de l'effet net d'un alourdissement de la charge annuelle en juste valeur et de la correction opérée sur les prêts évalués à la juste valeur pour les exercices précédents (voir tableau 5).

Tableau 5  
**Encours des prêts**  
(En millions d'USD)

	2021	2020
Encours des prêts (principal)	8 215,5	8 156,4
Intérêts à recevoir	18,6	20,3
<b>Encours des prêts en valeur nominale*</b>	<b>8 234,1</b>	<b>8 176,7</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 246,4)	(1 296,0)
<b>Encours des prêts à la juste valeur*</b>	<b>6 987,7</b>	<b>6 880,7</b>

\* Soldes au 31 décembre.

44. **Provision pour dépréciation des prêts.** Comme indiqué ci-dessus, cette provision est calculée conformément à la Norme internationale d'information financière 9 (IFRS 9). La dépréciation des prêts en valeur nominale s'élevait à 118,7 millions d'USD à la fin de 2021 (contre 120,0 millions d'USD en 2020). Elle se compose de la provision pour pertes de crédit de 103,5 millions d'USD et de

l'exigence de provisionnement de 15,2 millions d'USD, qui permet au FIDA d'absorber la charge de l'allègement de la dette d'Haïti.

45. **Allocation au titre de l'Initiative PPTTE.** En 2021, l'abaissement à 4,7 millions d'USD en valeur nominale de la provision (contre 6,7 millions d'USD en 2020) résulte principalement des allègements de dette consentis aux pays admissibles. Le FIDA participe à l'Initiative PPTTE depuis 1997 (voir les détails à l'appendice J des états financiers). Le montant total des allègements de dette consentis à ce jour s'élève à 510,3 millions d'USD, dont 394,1 millions d'USD au titre du principal et 116,2 millions d'USD au titre des intérêts. Il importe de signaler que, à partir de 2022, ce solde pourrait également inclure la provision associée aux allègements de la dette de la Somalie et du Soudan consentis au titre de l'Initiative PPTTE, qui doivent encore être approuvés par le Conseil d'administration.

### Passif et fonds propres

46. **Endettement.** À la fin de décembre 2021, l'endettement du FIDA équivalait à 1 527,4 millions d'USD (contre 1 154,6 millions d'USD en 2020).
47. **Contributions.** Le tableau 6 ci-dessous présente des informations sur l'état des contributions à FIDA11 et à FIDA12.

Tableau 6

#### Flux des contributions

(En millions d'USD)

<i>FIDA11<sup>a</sup></i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
<b>Annonces de contributions</b>		
Ressources ordinaires	1 067,7	1 048,5
Compensation au titre du CSD <sup>b</sup>	35,2	35,2
<b>Montant cumulé des annonces de contributions à ce jour (A)</b>	<b>1 102,9</b>	<b>1 083,7</b>
Instruments de contribution reçus (B)	1 089,3	1 028,1
<b>Contributions annoncées, mais non versées (A)–(B)</b>	<b>13,6</b>	<b>55,6</b>
Versements reçus au titre des ressources ordinaires	1 049,9	735,9
Versements reçus au titre du CSD	34,5	34,5
<b>Total des versements reçus</b>	<b>1 084,5</b>	<b>770,4</b>
<hr/>		
<i>FIDA12</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
Annonces de contributions au titre des ressources ordinaires (A)	1 199,5	426,2
Instruments de contribution reçus (B)	961,7	-
<b>Contributions annoncées, mais non versées (A)–(B)</b>	<b>237,8</b>	-
<b>Total des versements reçus</b>	<b>116,4</b>	-

<sup>a</sup> En février 2018, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 203/XLI relative à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA.

<sup>b</sup> À chaque cycle de reconstitution des ressources, le FIDA informe chaque État membre ne bénéficiant d'aucun financement au titre du CSD du montant total à rembourser dans les trois années suivantes, en sus des contributions ordinaires. Si ces remboursements ne sont pas effectués, le FIDA doit déduire les montants correspondants (conformément à l'accord d'origine sur le CSD) des ressources de base annoncées par l'État membre à la reconstitution des ressources.

Note: pour FIDA11, certains États membres ont inclus, dans leur instrument de contribution, un montant supplémentaire distinct au titre du CSD. En ce qui concerne les États membres qui avaient annoncé des contributions, mais n'avaient pas inclus de contribution supplémentaire distincte au titre du CSD dans leur instrument de contribution, les montants dus ont été prélevés sur leurs contributions de base, comme le prévoit la résolution relative à FIDA12.

48. Un état détaillé des contributions des États membres à la reconstitution des ressources est présenté à l'appendice H des états financiers consolidés.

## B. État du résultat global (appendice B)

### Recettes

49. Le produit des intérêts et commissions de service perçus sur les prêts s'est chiffré à 70,2 millions d'USD en 2021 (contre 68,1 millions d'USD en 2020).
50. Le produit des liquidités et des placements a augmenté et atteint 7,3 millions d'USD (contre 6,3 millions d'USD en 2020).

### Dépenses

51. Les dépenses enregistrées en 2021 incluent les dépenses engagées au titre du budget administratif de l'exercice, mais financées au moyen de fonds reportés des exercices précédents, ainsi que les dépenses afférentes au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et les dépenses annuelles du Plan d'assurance maladie après la cessation de service (AMACS) du Fonds. Le tableau 7 met en comparaison les dépenses engagées en 2021 et en 2020 (voir appendice B).

Tableau 7

#### Frais de fonctionnement (En millions d'USD)

<i>Frais de fonctionnement</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>	<i>Variation +(-)</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)			
Salaires et ajustements de poste	62,3	58,8	3,5
Autres indemnités*	46,3	40,8	5,5
<b>Sous-total</b>	<b>108,6</b>	<b>99,6</b>	<b>9,0</b>
Dépenses administratives courantes	23,4	24,5	(1,1)
Consultants et dépenses non liées au personnel	48,3	44,9	3,4
Coûts directs d'investissement	3,5	1,0	2,4
<b>Total</b>	<b>183,8</b>	<b>170,0</b>	<b>13,8</b>
<b>Dotation aux amortissements</b>	<b>12,6</b>	<b>12,1</b>	<b>0,5</b>

\* Ces montants se composent par exemple des indemnités de retraite, de rapatriement et de cessation de service, ainsi que des allocations d'éducation.

52. Les montants ci-dessus comprennent les dépenses financées par d'autres sources (17,0 millions d'USD en 2021 et 15,2 millions d'USD en 2020). Ces fonds concernent principalement les dépenses remboursables par le Gouvernement italien (8,4 millions d'USD en 2021 et 8,1 millions d'USD en 2020), dont la contrepartie est inscrite en recettes, ainsi que le budget de l'investissement ciblé en faveur des capacités du FIDA (4,6 millions d'USD en 2021 et 2,9 millions d'USD en 2020).
53. Les montants ci-dessus comprennent également les coûts relatifs au personnel local des bureaux de pays du FIDA, qui représentaient 6,3 millions d'USD en 2021 (6,4 millions d'USD en 2020), ainsi que les frais de fonctionnement et les frais de consultants, qui s'élevaient à 4,7 millions d'USD en 2021 (contre 5,4 millions d'USD en 2020). L'administration des bureaux de pays du FIDA est régie par des accords sur le niveau de service conclus avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial.
54. **Traitements et indemnités du personnel.** Les dépenses liées à la rémunération du personnel et aux ajustements de poste ont augmenté pour atteindre 108,6 millions d'USD en 2021 (contre 99,6 millions d'USD en 2020). Cette augmentation tient essentiellement à l'accroissement du nombre de postes équivalents plein temps occupés en 2021 et à la hausse du volume des résiliations

de contrats de travail par consentement mutuel, pour la majorité financée par le budget alloué à l'investissement ciblé en faveur des capacités.

55. **Dépenses administratives courantes et amortissement.** En 2021, les dépenses administratives courantes ont diminué, passant de 24,5 millions d'USD en 2020 à 23,4 millions d'USD, une baisse essentiellement due à la diminution du volume des frais de mission du personnel en raison de la COVID-19.
56. **Frais de consultants et dépenses non liées au personnel.** L'augmentation de ce montant, passé de 44,9 millions d'USD en 2020 à 48,3 millions d'USD un an plus tard, s'explique principalement par l'augmentation du volume des prestations fournies par des consultants et d'autres organisations.
57. **Ajustements sur la base de la juste valeur.** Le FIDA a procédé à un ajustement positif sur la base de la juste valeur de 12,4 millions d'USD en 2021. Il s'explique principalement par le fait que la valeur actuelle nette des prêts comptabilisés au bilan en 2021 a été calculée sur la base des taux d'intérêt peu élevés en vigueur.
58. **Variations de change.** On trouvera ci-après au tableau 8 une analyse de ces variations.

Tableau 8  
**Variations de change**  
(En millions d'USD)

	2021	2020
<b>Gains nets latents cumulés au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>437,7</b>	<b>186,3</b>
<b>Variations de change sur:</b>		
Liquidités et placements	(59,0)	(7,9)
Montants nets à recevoir/à payer	86,0	(15,7)
Encours des prêts et dons	(204,2)	272,6
Billets à ordre et montants à recevoir des États membres	(20,2)	17,2
Contributions des États membres	19,2	(14,8)
<b>Total des variations sur l'année</b>	<b>(178,2)</b>	<b>251,4</b>
<b>Gains nets latents cumulés au 31 décembre</b>	<b>259,5</b>	<b>437,7</b>

59. Comme indiqué aux paragraphes 18 et 19, les actifs du FIDA sont principalement libellés en DTS ou investis dans des actifs reproduisant le panier du DTS. De ce fait, la conversion de ces actifs en dollar des États-Unis à des fins de communication financière a généré une perte latente de 178,2 millions d'USD en 2021. À la fin de décembre 2021, les gains nets latents cumulés s'élevaient à 259,5 millions d'USD (voir tableau 8).
60. **Plan d'assurance maladie après la cessation de service.** En 2021, comme les années précédentes, le FIDA a engagé un actuaire indépendant pour procéder à une évaluation de l'AMACS. La méthode adoptée ne s'écarte pas de celle de l'année précédente et les hypothèses retenues tiennent compte des conditions actuelles du marché. L'évaluation actuarielle de l'AMACS fait apparaître un engagement de 156,5 millions d'USD à la fin de 2021 (contre 159,1 millions d'USD à la fin de 2020). Le FIDA a enregistré, en 2021, pour les prestations au titre des services actuels, une charge nette de 8,0 millions d'USD (intérêts et coût des prestations au titre des services actuels inclus). Il en résulte un gain actuariel net latent de 11,5 millions d'USD (contre une perte actuarielle latente de 13,5 millions d'USD en 2020). Cette évolution des engagements est principalement due aux conditions en vigueur sur le marché, qui ont également eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation de 2021 (à savoir 2,0%, contre 1,5% en 2020).

## **État de la variation des bénéfices non distribués (appendice B1)**

61. Le solde du déficit cumulé correspond au report des résultats financiers annuels découlant des opérations et des effets des variations de change, ces derniers résultant principalement du fait que les soldes des prêts libellés en DTS ont été convertis en dollar des États-Unis, monnaie utilisée dans les documents d'information financière du FIDA. Ce solde est passé de 2,37 milliards d'USD à la fin de 2020 à 2,87 milliards d'USD à la fin de 2021, y compris la perte annuelle totale globale de 503,3 millions d'USD enregistrée en 2021.
62. La perte nette de 503,3 millions d'USD enregistrée en 2021 comprend: des recettes de 117,4 millions d'USD contrebalancées par une perte de change latente de 178,2 millions d'USD; des dépenses au titre des dons, du CSD et des accords de contribution de 265,2 millions d'USD; des dépenses d'exploitation (personnel, services de consultants et dépenses relatives aux fournisseurs) de 183,8 millions d'USD; un gain actuariel de 11,5 millions d'USD et d'autres ajustements comptables négatifs de l'ordre de 5 millions d'USD.
63. Conformément aux exigences des Normes internationales d'information financière, la Réserve générale représente l'appropriation des bénéfices non distribués. Entre 1980 et 1994, le Conseil d'administration a approuvé plusieurs transferts portant la Réserve générale à son niveau actuel de 95 millions d'USD.
64. Les aspects à prendre en compte pour l'évaluation des transferts annuels à la Réserve générale sont les suivants: le solde global de l'excédent ou du déficit accumulé; les facteurs sous-jacents du revenu annuel net ou de la perte annuelle nette, en particulier les soldes des pertes et gains latents.
65. Sachant que le FIDA affichait une perte globale nette de 503,3 millions d'USD et que le montant des bénéfices nets non distribués, qui était de l'ordre de -2,8 milliards d'USD, demeurait négatif à la fin de 2021, il n'était pas recommandé de procéder à un transfert à la Réserve générale à la fin de 2021.

## **C. État des flux de trésorerie – FIDA seulement (appendice C)**

66. L'appendice C présente les variations de la trésorerie et des placements non soumis à restriction figurant au bilan. Il est noté que 72% des soldes des liquidités et des placements consolidés se rapportent au FIDA (contre 68% en 2020).
67. Les décaissements au titre des dons du FIDA sont tombés à 44,4 millions d'USD (contre 47,3 millions d'USD en 2020).
68. Les décaissements au titre du CSD sont tombés à 163,9 millions d'USD en 2021 (contre 172,4 millions d'USD en 2020).
69. Les décaissements au titre des prêts du FIDA ont augmenté et atteint 662,8 millions d'USD en 2021 (contre 558,4 millions d'USD en 2020).
70. En 2021, le FIDA a encaissé des emprunts supplémentaires, notamment des prêts concessionnels de partenaires, pour un total de 477,7 millions d'USD (contre 360,4 millions d'USD en 2020). Au cours de l'année, le Fonds a remboursé 31,2 millions d'USD (contre 15,9 millions d'USD en 2020).
71. Les versements en espèces et les tirages sur billets à ordre au titre des contributions aux reconstitutions des ressources ont atteint au total 466,9 millions d'USD en 2021 (contre 314,0 millions d'USD en 2020).
72. Les versements au titre de contributions complémentaires ont atteint un total de 8,9 millions d'USD en 2021 (contre 10,9 millions d'USD en 2020).

## **VII. Contrôle interne de l'information financière et gouvernance des risques**

73. Depuis 2011, le FIDA inclut dans ses états financiers une déclaration de la direction concernant l'efficacité du cadre de contrôle interne de l'information financière du FIDA. Une attestation des auditeurs externes (Deloitte) concernant la fiabilité de la déclaration de la direction est également incluse depuis 2012.
74. Le FIDA considère que le référentiel adopté en 2013 par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway constitue une base appropriée pour l'approche de la direction en matière d'évaluation de l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.
75. L'utilisation par la direction de ce cadre de contrôle interne pour les autoévaluations témoigne de la détermination du FIDA à assurer l'efficacité des contrôles internes. Cette posture vigilante place le FIDA au niveau des meilleures pratiques dans ce domaine et fournit un tableau complet des processus qui, au FIDA, sous-tendent la préparation des états financiers et la mise en œuvre de contrôles internes sur les transactions ayant une incidence sur ses états financiers.
76. Les contrôles internes de l'information financière font chaque année l'objet d'un audit interne et externe destiné à en vérifier l'efficacité. Les tests reposent sur 34 flux de processus répartis dans cinq divisions qui ont donné lieu au recensement de 77 contrôles clés.
77. En 2021, le FIDA a continué de renforcer ses activités de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que le contrôle des sanctions afin de réduire le risque que le Fonds s'expose à un important préjudice de réputation, subisse de graves pertes financières ou engage sa responsabilité juridique. Le FIDA a également adopté des mesures de protection des données personnelles, s'alignant ainsi de manière globale sur les meilleures pratiques du secteur.
78. Enfin, en 2021, la gestion fiduciaire et la gestion des risques ont été consolidées par l'approbation de la Politique de gestion globale des risques et de l'Exposé de l'appétence pour le risque au FIDA, désormais appliqués par les nouveaux comités techniques de gouvernance des risques.